Séance publique du 4 novembre 2002

Délibération n° 2002-0853

commission principale : finances et institutions

objet : **Adhésion au groupement d'intérêt public Resacoop - Convention - Désignation du représentant de la Communauté urbaine**

service : Direction générale - Mission d'audit - Contrôle des gestions externes

Le Conseil,

Vu le rapport du 16 octobre 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Depuis plusieurs années, le réseau Resacoop offre une formation, des appuis et des conseils à de nombreuses collectivités ou organismes dans le domaine de la coopération décentralisée, notamment au travers d'un site internet très consulté. Structure soutenue de manière active par la Région, elle a permis de développer des partenariats actifs dans plusieurs collectivités de Rhône-Alpes.

Pour mieux développer ses activités, les dirigeants et partenaires institutionnels de Resacoop ont souhaité sa transformation en groupement d'intérêt public (GIP), pour créer le GIP Resacoop.

L'objet du groupement (article 2 des statuts) est de :

"contribuer au développement et à l'amélioration qualitative des actions de coopération internationale conduites en Rhône-Alpes, dans le domaine de la coopération décentralisée, non gouvernementale ou autre. En particulier, le GIP cherchera à mobiliser et à associer les différents types d'acteurs (collectivités locales, ONG, organismes privés et publics), dans le cadre d'actions innovantes et d'actions de sensibilisation des habitants de Rhône-Alpes à la coopération et aux relations internationales".

Le groupement est constitué pour une durée de cinq ans. Il pourrait s'élargir à d'autres membres qui souhaiteraient y adhérer.

Les membres institutionnels du groupement sont la Préfecture de région, la région Rhône-Alpes, plusieurs grandes villes de la région, dont Chambéry et Grenoble, les HCL, l'université Pierre Mendès France, les grandes ONG comme Bioforce, Handicap international ou Vétérinaires sans frontières.

La création du GIP devrait intervenir au premier semestre 2003. La Communauté urbaine est membre de droit du conseil d'administration. Le budget prévisionnel pour les deux premières années de fonctionnement a été établi à hauteur de 700 000 euros environ, ce montant comprenant des apports en industrie de plusieurs partenaires. La cotisation de la Communauté urbaine serait de 750 euros par an pendant ces deux premières années. De plus, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Communauté urbaine au sein de ce groupement ;

Vu ledit dossier ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à la constitution d'un groupement d'intérêt public ;

Oùï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Accepte l'adhésion de la Communauté urbaine au GIP Resacoop et le versement de la cotisation de 750 euros par an pour les années 2003 et 2004.

2° - Autorise monsieur le président à signer la convention constitutive correspondante.

3° - Désigne monsieur Hubert Julien Laferrière comme représentant de la Communauté urbaine à l'assemblée générale du GIP.

4° - La dépense en résultant sera prélevée sur les crédits à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2003 et suivants - compte 628 100 - fonction 01.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,